



Chez Manitou, à Ancenis, où l'activité reprend progressivement depuis le 20 avril, un espace dédié aux réunions d'équipes réaménagé pour respecter les mesures de distanciation.

PHOTO : MANITOU GROUPE



Dans un Intermarché nantais, les caissières respectent scrupuleusement les mesures de protection contre le virus, avec masque et désinfection du terminal de paiement de carte bancaire.

PHOTO : FRANCK DUBRAY



À Saint-Nazaire, quatre joueurs de cornemuse, entraînés par la passionnée de musique écossaise Anne Lore, vont faire résonner le son de leurs instruments à leurs fenêtres, vendredi, à 15 h, pour rendre hommage à ceux qui ont payé de leur vie pendant la Seconde Guerre mondiale.

PHOTO : OUEST-FRANCE

Victimes de la crise, ils appellent à l'aide

Nantes. Ils sont les nouveaux visages de la crise. Avant le 17 mars, ils arrivaient à payer leur loyer et à se nourrir. Ils n'y parviennent plus. Les associations sont submergées par la demande alimentaire.

La distribution commence à 17 h, mais dès 16 h, la foule afflue. Sur l'île de Nantes, la queue s'étire le long du boulevard Gustave-Roch, jusqu'à l'église Sainte-Madeleine, où s'effectue la distribution de l'association Tinhi kmou (TK). Des colis sont disposés sur des tables, dehors. Alain Taha accueille les gens avec un large sourire. À ses côtés, seize bénévoles. Alain Taha a créé Tinhi kmou, Ancien monde en Ivoirien, il y a un an : « On porte les valeurs du folklore et de la lutte contre le gaspillage, par le partage et l'entraide. » Le curé de la paroisse a proposé l'abri de son église.

Cet « homme au grand cœur », selon les bénévoles, est un faiseur, modeste. L'idée vient de sa fille de 6 ans, glisse-t-il. « Nous étions au marché, elle m'a dit : pourquoi on ne récupère pas de la nourriture pour la donner aux gens ? » La semaine suivante, Alain Taha avait les invendus de la Petite-Hollande. La débrouille, les copains et une certitude : « Rien n'est impossible. »

TK fonctionne sans subventions, hors des circuits habituels des associations caritatives. Les bénévoles utilisent leurs camions et vont chercher les palettes, dans les entreprises de l'agroalimentaire et de la grande distribution. Les produits abîmés, moches ou à DLC (durée limite de consommation) courte.

« Beaucoup n'osent pas demander »

Séparés d'un mètre, les bénéficiaires, munis de sacs vides, progressent lentement. Beaucoup sont masqués. Des hommes, des femmes, jeunes ou vieux, venus chercher fruits et légumes, yaourts, viande ou fromage.

Aides

Nantes métropole, la Carene - Saint-Nazaire agglomération et le Département ont lancé, le 20 avril, un dispositif commun d'aide au paiement des loyers, sous conditions de ressources. Renouvelable une fois, cette aide sera versée pour trois mois. Le Département a voté une allocation solidarités pour aider les personnes à faibles ressources dont la situation s'aggrave avec le confinement. Et la Ville de Nantes va attribuer une aide de 100 € par enfant à 7 500 familles en difficulté à cause de l'absence de cantine.



L'association TK distribue chaque jour 500 kg de nourriture aux habitants de l'île de Nantes.

PHOTO : OUEST-FRANCE

Peu acceptent de parler. Oser venir est déjà un grand pas. « Beaucoup hésitent alors qu'ils sont dans le besoin. Ils ont l'impression qu'il y a pire qu'eux », constate Élisabeth.

Les bénévoles de TK ne demandent pas aux bénéficiaires de justifier de leurs revenus : « Le principe est la redistribution d'aliments qui auraient été jetés. Les gens, nous les croyons sur parole ! » Alain Taha en est persuadé : « Ceux qui viennent ici en ont besoin. » TK distribue 500 kg de nourriture chaque jour en moyenne (et jusqu'à 1,8 tonne, le record, en une journée). Plus de 40 000 repas ont été distribués depuis un an.

En cette période de crise, les associations assurent un accueil inconditionnel. Elles se sont adaptées à l'afflux de nouveaux précaires. Au Secours populaire, boulevard Paul-

Bellamy, unique centre de distribution nantais ouvert, aucun justificatif n'est demandé non plus, pendant la crise. Mais il faut s'inscrire par téléphone et une participation de 50 centimes par personne est souhaitée. Les colis sont distribués sur le trottoir devant le local, par mesure sanitaire. Une centaine de familles est reçue chaque jour et ne reviennent qu'une fois par mois.

On ne manque pas de bras, côté bénévoles ! Partout, des volontaires sont sur liste d'attente. On a davantage peur de manquer de nourriture à distribuer, car il y a peu de stocks.

Le Wattignies social club, ancien garage devenu bazar urbain, sur l'île

de Nantes, s'est transformé en centre d'aide alimentaire depuis le début du confinement. « Notre vocation étant l'accueil, nous avons voulu nous mettre à la disposition des gens dans le besoin », raconte Stéphane Piel. Les membres actifs du WSC sont entrés en contact avec le centre communal d'action sociale afin d'identifier les personnes démunies. Certains arrivent une heure et demie avant la distribution. Depuis le 17 mars, le Wattignies social club voit chaque jour les files d'attente s'allonger. Jusqu'à 700 mètres, parfois.

Vanessa RIPOCHE.
vanessa.ripoche@ouest-france.fr



Préparation des paniers repas au Wattignies social club.

PHOTO : MARC ROGER

« Ils ont bu la tasse et ont peur de se noyer »



Le Wattignies social club distribue chaque jour entre 200 et 280 paniers repas aux plus démunis au lieu de 70 au début du confinement.

PHOTO : MARC ROGER

Une web-designeuse venue chercher un colis alimentaire, un intérimaire sans ressources seul avec deux enfants... Ces situations dramatiques se multiplient, à Nantes, depuis la crise du coronavirus. Pas de profil type. Des familles nombreuses qui s'en sortaient grâce au repas du midi pris à la cantine à un tarif bas. Des étudiants ayant perdu leur job, des personnes âgées à la rue...

Les associations ont doublé voire triplé l'aide alimentaire depuis le confinement. Au Wattignies social club, on distribue 200 à 280 repas par jour, contre 70 au début du confinement. Même constat au Secours populaire : 30 nouvelles familles arrivent chaque matin et le téléphone sonne sans arrêt. 2 200 nouvelles familles bénéficient de l'aide, en plus des 2 100 déjà inscrites. TK distribue 500 kg de nourriture chaque jour.

Retrouver leur dignité

Qui sont ces nouveaux précaires ? L'anthropologue Stéphane Juguet, directeur du Wattignies social club, a établi une typologie. Il les appelle « les vulnérables, ces gens de peu qui étaient à la limite de la ligne de flottaison. Avec le confinement, certains ont bu la tasse et ont peur de se noyer ». Des familles s'en sortaient avec des petits boulots non déclarés...

« Cette économie de subsistance,

autrefois possible, ne l'est plus », constate l'anthropologue. Ces gens qui se débrouillaient ont perdu leur autonomie « et une partie de leur dignité ». Ce sont des salariés précaires, autoentrepreneurs ou étudiants sans aide familiale, acteurs de l'économie sociale et solidaire... Tous peuvent être frappés.

Danielle Alexandre, secrétaire générale du Secours populaire 44, a été surprise par cette quinquagénaire, au carré blond, venue au Solidarius, à La Chapelle-sur-Erdre : « Elle garde des enfants d'habitude, son mari est en arrêt maladie. Elle n'a plus rien. » À La Turballe, l'association est passée de 60 familles aidées à 120. « La plupart sont des pêcheurs qui ne sont pas partis en mer. »

Des gens sont laissés sur le bord de la route, par manque d'informations ou fracture numérique. « Un homme à la santé fragile croyait toucher le chômage partiel en s'inscrivant simplement sur ameli.fr, ajoute-t-elle. Il n'a rien perçu ! » « Certes, on sauve des gens, mais est-ce l'objectif ? Qu'ils aient la tête au-dessus de l'eau ? », s'interroge Stéphane Piel, du Wattignies social club. Il rêve de faire faire mieux : « Un revenu universel permettrait aux gens de ne pas mourir de faim, mais, surtout, de retrouver leur dignité. »

V. R.

« Mon frigo était vide, je n'ai pas eu le choix »

Noémie, 24 ans, aucune allocation

Noémie et Alan vivent avec 950 € par mois. L'allocation-chômage d'Alan. Car la Nantaise n'a droit à rien. Aucune aide sociale. Elle a perdu son emploi de secrétaire à la polyclinique le 20 mars, les opérations non urgentes ayant été déprogrammées : « J'étais en CDD depuis un mois et demi. Je n'ai pas eu droit au chômage. » Elle a pourtant toujours travaillé. Ex-employée de magasin dans une enseigne discount, elle a démissionné après un accident du travail, en février. Le couple, qui verse 580 € de loyer, calcule tout au centime près : « Nous achetons surtout des pâtes car les fruits et légumes sont trop chers. » Alan devait commencer un job dans un accrobranche. Ajourné.

L'absence de perspectives angoisse le couple. Noémie cherche un emploi, mais « tout est pris d'assaut, dès qu'une annonce sort ». Elle a très peur « de ne plus pouvoir payer le loyer ni manger. Nous sommes

gênés de demander de l'aide. Nous ne sommes pas les plus à plaindre... »

Juliette (1), 22 ans, cuisinière au chômage

Elle est venue au Secours populaire car elle n'avait plus le choix : « Mon frigo était vide, je n'avais rien à manger. » Cuisinière dans un restaurant, elle est au chômage partiel. Ses revenus, 500 € par mois, partent quasi intégralement dans deux loyers. « Je devais déménager, j'ai signé le bail juste avant le confinement. » Pas moyen de négocier auprès du propriétaire ni de la banque. Cette jeune Nantaise au sourire triste peine à dire l'indicible : « Demander de l'aide a été très dur. Je n'ai jamais été dans le besoin. Et là je m'y suis retrouvée du jour au lendemain. » De corpulence fine, celle qui picore la nourriture « comme un moineau » connaît malgré tout la faim. Elle est contrainte de se priver d'un à deux repas par jour.

Et a du mal à payer ses factures. Juliette a hâte de reprendre le travail. Si seulement elle savait quand...

Gildas, 38 ans, jardinier, plus aucun revenu

Jardinier à son compte, Gildas s'est blessé au tendon d'Achille, avant le confinement. « Je n'ai aucun revenu. J'ai demandé le RSA, mais ça traîne. » Gildas habite Saint-Vincent-des-Landes. Son assistante sociale a pu lui dénichier 200 € par le conseil départemental. Il sait qu'il pourra compter sur le fonds de solidarité pour les entreprises, pour payer ses factures. Un voisin l'emmène faire les courses une fois par semaine. « J'achète toujours la même chose, aucun superflu ! » Il a revu tous ses abonnements mais doit payer l'assurance de son véhicule, « même s'il ne roule pas ! » Ses économies le savent, « pour le moment ». Mais après ? Il ne sait quand il pourra travailler et craint d'avoir perdu toute sa

clientèle.

Madina, 33 ans, quatre enfants, au chômage

Femme de chambre en hôtel, Madina était déjà au chômage avant le confinement. « Je cherchais du travail, mais avec le confinement, tout s'est arrêté. » Madina a quatre enfants à élever, de 3 à 12 ans. « Ça mange, quatre enfants ! », dit-elle en tentant de garder le sourire. Les repas auparavant pris en crèche, à l'école et au collège pèsent sur le budget familial. « Ça m'inquiète, il faut que la maladie se termine... »

Lila (1), au RSA, vient « pour la première fois »

Lila élève ses deux enfants de 2 et 9 ans, seule, dans les quartiers nord. Ce matin, elle fait la queue au Secours populaire pour la première fois, accompagnée de sa mère, passée la chercher en voiture. Transporter en bus toute seule de gros sacs de

nourriture pour trois personnes relève de l'exploit. « On l'aide comme on peut, explique sa mère, on aimerait le faire davantage. Mon mari est en arrêt, on n'y arrive plus. » D'autant qu'il y a d'autres membres de la famille en difficulté.

Lila hésitait à venir au Secours populaire. « C'est difficile, mais je n'ai pas le choix. » D'habitude, ses enfants déjeunent à la crèche ou à la cantine. « Avoir juste à les nourrir le soir, c'est déjà compliqué. Là, je ne m'en sors pas. » Dans son HLM, pas d'ordinateur ni d'imprimante pour l'école.

Élisabeth, 42 ans, trois enfants à nourrir, au Smic

Cette responsable petit-déjeuner dans l'hôtellerie, au chômage partiel, doit nourrir ses trois enfants trois fois par jour. « Les dépenses alimentaires ont explosé. Les prix ont augmenté ! » Elle doit continuer à payer sa nourriture. Elle fréquente trois fois

par semaine la distribution de TK. « J'en donne ensuite à mes parents et mon frère ou à ma tante, seule avec sa fille handicapée. » Cette habitante de l'île de Nantes vient par nécessité, mais aussi par conviction : « Je suis contre le gaspillage. »

Miguel, ex-intérimaire, sans ressource

Il dort dans sa voiture. Il n'a ni téléphone ni aucune aide. Il ignore qu'il peut bénéficier de repas pour les sans-abri. Miguel a été intérimaire dans la chaudronnerie, mais ne perçoit aucune ressource : « Mon RSA a été coupé et avec le virus, je n'ai pas pu faire de démarches. » Entre la Croix rouge et le Secours populaire, il tente de survivre. Il nous demande où en est la situation sanitaire dans le pays. Emmanuel, bénévole au secours populaire, l'oriente vers des lieux ouverts aux SDF.

(1) Le prénom a été changé.